|  |
| --- |
| AMR 23/0079/2025 – Colombie - 03 juillet 2025 |
| FURTHER INFORMATION | URGENT ACTION | FI UA 016/25-1 |
| Le retour en toute sécurité des pêcheurs doit être garanti |
| COLOMBIE |

Le 24 juin, 26 familles de pêcheurs vivant à proximité des lacs et des fleuves des environs de la ville de Barrancabermeja ont été déplacées de force à Bucaramanga la capitale du département de Santander. Le 15 février, la FEDEPESAN, une association de pêcheurs, avait averti qu’un déplacement forcé collectif était imminent en raison du harcèlement, des menaces, des vols à main armée, des actes d’extorsion, et même des tentatives de meurtre commis par des groupes armés cherchant à prendre le contrôle de ces eaux à leur profit, ou à titre de représailles contre ceux qui avaient dénoncé des cas présumés de pollution et de corruption affectant l’environnement. Nous demandons à l’Unité pour les victimes du gouvernement national d’assurer le retour en toute sécurité sur leur territoire des pêcheurs qui ont été déplacés de force.

Le Magdalena Medio est une vaste vallée située entre des chaînes de montagnes colombiennes et traversée par le principal fleuve de Colombie, le Magdalena. Le pétrole est l’une des principales sources d’activité économique de la région, et la plus grande raffinerie du pays est située dans la ville de Barrancabermeja, dans le département de Santander, au cœur du Magdalena Medio. La région est également engagée dans l’agro-industrie, l’exploitation minière et l’élevage, entre autres activités économiques. Du fait de son emplacement géographique et de l’abondance de ressources à valeur élevée, telles que le pétrole et l’eau, elle est considérée comme stratégique et a fait l’objet de conflits continus entre l’État et des groupes armés présents dans le pays. Le Magdalena Medio est par ailleurs le théâtre de processus soutenus de mobilisation populaire et de défense des droits humains depuis des décennies. Des syndicats, des organisations féministes et des mouvements populaires et de défense des droits humains se sont unis pour créer un espace civique local puissant. Cette situation, conjuguée à la lutte pour le contrôle territorial, politique et économique de la région par des groupes d’intérêt et des factions armées, a créé un terrain propice à la violence contre les défenseur·e·s des droits humains, qui perdure au moins depuis les années 1980. Ces dernières années, des chiffres alarmants ont été enregistrés dans le Magdalena Medio en matière de violences perpétrées contre la population civile, en particulier des homicides. Tout ceci se déroule dans un contexte de lutte entre au moins quatre groupes armés présents dans la région, dont l’Ejército Gaitanista de Colombia (EGC), alias AGC ou Clan del Golfo, actuellement le plus gros groupe armé du pays et celui qui a le plus vaste contrôle dans la région.

La Fédération des pêcheurs artisanaux, écologistes et touristiques du département de Santander (FEDE-PESAN) mène ses activités autour du lac San Silvestre, à proximité de la ville de Barrancabermeja. La FEDEPESAN a signalé la pollution de l’eau par des entreprises régionales, ainsi que la présence de groupes armés cherchant à prendre le contrôle du territoire, notamment des lacs et des fleuves. C’est dans ce contexte que la présidente de la FEDEPESAN, Yuly Velásquez, a subi de nombreuses formes de violence recensées par Amnesty International, notamment des menaces en novembre 2020, des impacts de balles à son domicile en janvier 2021, des actes d’intimidation lors d’activités de protestation en août 2021, une agression à main armée en mai 2022, et une autre en juillet 2022 (durant laquelle un agent de sécurité chargé de sa protection a été blessé). En juin 2022, Amnesty International a lancé une Action urgente demandant au gouvernement de protéger la FEDEPESAN. Elle a par ailleurs constaté des failles dans le fonctionnement du programme de protection fourni par l’État à Yuly Velásquez par l’intermédiaire de l’Unité de protection nationale (UNP), étant donné le niveau élevé de risque auquel elle est exposée, et a demandé un renforcement de sa protection. Yuly Velásquez a reçu le prix des droits humains 2024 d’Amnesty International en Allemagne.

En février 2024, mars 2024 et janvier 2025, Amnesty Internacional a publié des actions urgentes demandant aux autorités de fournir une protection et de mener des enquêtes judiciaires efficaces à la suite de menaces proférées par l’EGC qui mentionnaient la FEDEPESAN et le Comité régional de défense des droits humains (CREDHOS), l’organisation de défense des droits humains qui soutient la FE-DEPESAN au niveau local.

Depuis le début de 2025, la FEDEPESAN a signalé aux autorités diverses menaces reçues par ses membres, qui ont avivé les craintes parmi les pêcheurs membres de cette organisation. Le 15 février, la FEDEPESAN a publié une déclaration indiquant que ses membres se sentaient forcés de quitter leur territoire avec leurs familles. Dans ce contexte, Amnesty International a demandé à la police nationale d’assurer la sécurité des membres de la FEDEPESAN et d’empêcher ce déplacement forcé, qui non seulement menacerait leur capacité de continuer à pratiquer une pêche artisanale durable, mais compromettrait également leur rôle de surveillance de l’impact environnemental sur les lacs et les fleuves de Barrancabermeja. Amnesty International a suivi les mesures prises par l’État pour détecter les risques encourus par les pêcheurs de Barrancabermeja, notamment l’alerte précoce AT 027 de 2022 lancée par le bureau du médiateur et les réunions de la commission de suivi des alertes précoces (CIPRAT) dirigée par le ministère de l’Intérieur. Cependant, le 24 juin 2025, des dizaines de pêcheurs, avec leurs familles, ont été contraints de se déplacer à Bucaramanga, la capitale régionale du département de Santander, demandant l’attention et la protection des autorités en raison des risques détectés, mais non pris en compte, par les autorités colombiennes.

PASSEZ À L’ACTION

* Envoyez un appel courtois en utilisant vos propres mots ou en vous inspirant du **modèle de lettre** à la **page 2**.
* Merci d'agir dans les plus brefs délais, avant le **3 octobre** 2025.
* Langue(s) préférée(s): **espagnol\***. Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.
* **INFO ENVOIS PAR POSTE**: L’envoi de lettres est possible dans presque tous les pays. Veuillez vous renseigner auprès de la Poste si des lettres sont actuellement envoyées
au pays de destination. Faute de quoi, envoyez-la par e-mail, fax ou les médias sociaux (si disponibles) et/ou via l'ambassade avec la demande de transmission. Merci beaucoup !

|  |  |
| --- | --- |
| APPELS Au Directeur de l’Unité pour les victimes  | COPIES À  |
| Adith Rafael Romero PolancoDirector de la Unidad para las VíctimasCarrera 85D 46A-65,Bogotá DC, ColombiaE-mail: servicioalciudadano@unidadvictimas.gov.coTwitter/X: @ UnidadVictimas | Ambassade de la République de ColombieZieglerstrasse 293007 BerneFax: 031 350 14 09E-mail: esuiza@cancilleria.gov.co |
| ⭢ \* **Modèle de lettre en espagnol** et guide **réseaux sociaux** voir sur : [amnesty.ch](https://www.amnesty.ch) 🔍**UA 016/25** |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Adith Rafael Romero Polanco

Director de la Unidad para las Víctimas

Carrera 85D 46A-65

Bogotá DC

Colombia

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le Directeur,

**Je vous écris pour vous faire part de mes graves préoccupations concernant le déplacement forcé de 26 familles de pêcheurs de Barrancabermeja**, qui exercent leurs activités de pêche dans les secteurs de Ciénaga de San Silvestre, Ciénaga de Chucurí, Ciénaga de Cira, sur les fleuves Sogamoso et Magdalena, qui ont été déplacées de force à Bucaramanga malgré les avertissements lancés par la Fédération des pêcheurs artisanaux, écologistes et touristiques de Santander (FEDEPESAN) en février 2025, à travers laquelle elles ont déclaré se sentir obligées de quitter leur territoire en raison des pressions violentes qu’elles subissaient depuis des années – y compris en 2025 – et du manque d’attention et de protection de la part des autorités.

Les pêcheurs des lacs et fleuves de Barrancabermeja, notamment les membres de la FEDEPESAN, sont confrontés à de multiples formes de harcèlement et de menaces qui leur font craindre de sortir pour aller pêcher, ce qui les empêche de gagner leur vie et de nourrir leur famille. Cette situation menace les droits de ces pêcheurs et de leurs familles, notamment leur droit au travail, leur accès à la nourriture, leur droit au territoire et leur droit à la sécurité.

**Dans ces circonstances, 26 familles de pêcheurs ont été contraintes de se déplacer à Bucaramanga et ont besoin de l’attention immédiate des autorités. Je vous demande instamment de prendre immédiatement des mesures efficaces pour protéger les familles des pêcheurs déplacées de force, y compris celles des membres de la FEDEPESAN, et pour leur garantir un retour en toute sécurité sur leur territoire et une reprise en toute sécurité de leurs activités de pêche, grâce à des mesures qui doivent être planifiées, mises en œuvre et évaluées en consultation avec les pêcheurs, en privilégiant une approche fondée sur les droits humains.**

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade de la République de Colombie, Zieglerstrasse 29, 3007 Berne

Fax: 031 350 14 09 / E-mail: esuiza@cancilleria.gov.co